



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Réunion sous régionale sur la mise en œuvre des Objectifs de
Développement Durable en Afrique du Nord

Rabat (Maroc), 26 et 27 juin 2018

Rapport de réunion

I- Objectifs de la réunion

1. La réunion sous régionale sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) en Afrique du Nord s'est tenue à Rabat (Maroc) les 26 et 27 juin 2018, à l'initiative du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA et en partenariat avec le Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA).
2. La réunion avait pour objectif global de servir de forum de discussions et d'échanges afin de faire le point sur les progrès réalisés, les défis, les bonnes pratiques et les enseignements, dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) en Afrique du Nord.

Plus particulièrement, la réunion visait à :

- Présenter et discuter les résultats du rapport sur la mise en œuvre des ODD au Maghreb et, partager les informations, les expériences, les bonnes pratiques et les défis des pays de l'Afrique du Nord en matière de réalisation et de suivi des ODD ;
- Approfondir la réflexion et faire des recommandations sur les domaines qui demandent à être renforcés, notamment la gouvernance institutionnelle des ODD, l'intégration des ODD dans les politiques publiques, sectorielles et locales, le suivi des ODD et enfin, les mécanismes de budgétisation et de mobilisation des ressources.

II- Participation

3. La réunion a rassemblé les représentants des institutions nationales impliquées dans le pilotage et le suivi des ODD (Ministère des affaires étrangères et de la coopération, Ministère de la planification et des finances ; Ministère en charge de l'environnement et du développement durable, Institution en charge des statistiques, Conseil économique, social et environnemental) ainsi que les Ministères en charge de l'emploi et de l'agriculture. Les pays suivants étaient représentés : Algérie, Egypte, Maroc, Mauritanie, Tunisie et Soudan. Ont également participé à la réunion le Secrétariat général de l'UMA, le PNUD, la FAO, le PAM, l'OIT et la BAD ainsi que des organisations de la société civile. La liste des participants est jointe en annexe.

III- Séance d'ouverture

4. Trois allocutions ont été prononcées à l'ouverture de la réunion, respectivement par Mme Lilia Hachem Naas, Directrice du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA ; M. Abdellah Ben Mellouk, Directeur de la coopération multilatérale et des affaires économiques internationales au Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale du Royaume du Maroc et M. Reda El Merini, Directeur des affaires économiques au Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA).
5. Mme Lilia Naas a tout d'abord souhaité la bienvenue à tous les participants. Elle a ensuite rappelé que l'Agenda 2030 constituait désormais le cadre de référence pour tous les pays dont la mise en œuvre devrait permettre d'éliminer toutes formes de pauvreté et d'inégalité, en ne laissant personne de côté, de garantir le bien-être des populations, de protéger notre planète et de promouvoir la paix, la prospérité et les partenariats.
6. Mme Naas a souligné que l'envergure des ODD et la complexité des défis à relever obligent les Etats à reconsidérer la manière d'appréhender les enjeux pour concevoir des politiques plus intégrées et plus cohérentes et, à adopter des modes de gouvernance qui favorisent l'appropriation, les partenariats et la co-responsabilité des acteurs à tous les niveaux, pour mettre en œuvre des projets transformateurs favorables à nos sociétés.
7. Elle a indiqué que si des progrès ont été réalisés dans de nombreux domaines, les inégalités socio-économiques persistent à plusieurs niveaux, qu'il s'agisse de l'exclusion des jeunes et des femmes du marché de l'emploi (33% des jeunes sont au chômage), des inégalités de genre, de la marginalisation de certains territoires ou encore des disparités dans l'accès à

des services de base comme l'éducation, la santé ou la protection sociale. Elle a aussi évoqué les risques par rapport à la sécurité alimentaire, à l'aggravation du stress hydrique ou encore à la destruction de certains écosystèmes, sous l'effet du changement climatique.

8. Mme Naas, après avoir rappelé l'objectif de la réunion et présenter le déroulement des travaux, a indiqué que les recommandations de la réunion seront présentées au Comité intergouvernemental d'experts du Bureau Afrique du Nord de la CEA, en octobre 2018 et à la réunion du Mécanisme sous régional de coordination, prévu en mars 2019.

9. Prenant la parole à son tour, M. Abdellah Ben Mellouk, a souhaité la bienvenue aux participants et remercié la CEA, pour avoir pris l'initiative d'organiser cette rencontre. Il a souligné le rôle essentiel des commissions régionales des Nations unies dans la mise en œuvre des ODD et dans le processus global de suivi qui est piloté par le Forum Politique de haut niveau.

10. M. Ben Mellouk a rappelé que le succès de l'Agenda 2030 dépendra essentiellement de la volonté politique et des efforts que les pays déploieront pour mettre en place des politiques de développement appropriées, un environnement propice aux partenariats et une politique efficace pour mobiliser les financements requis. Il a mis en exergue les efforts déployés par le Royaume du Maroc pour renforcer la sensibilisation autour des ODD, intégrer les ODD dans les stratégies publiques et évaluer son système statistique. Le Maroc s'apprête à organiser une seconde consultation (la première ayant eu lieu en 2016)

11. M. Ben Mellouk a mis l'accent sur l'importance de la coopération sous régionale et régionale dans l'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les pays de la région mais aussi dans la mobilisation des partenariats au profit d'initiatives régionales porteuses. Il a souligné le rôle que peut jouer la CEA dans ce cadre, en coopération avec les autres agences des Nations Unies.

12. M. Reda El Merini, a tout d'abord exprimé les regrets du Secrétaire Général de l'UMA qui n'a pas pu être présent ainsi que ses chaleureuses salutations. Il a indiqué que la réunion est l'occasion de mettre en avant, d'expliquer et de vulgariser les objectifs de développement durable. Il a insisté sur la nécessité de développer et mettre en œuvre des politiques cohérentes, lisibles, intégrées et inclusives pour parvenir à la réalisation des ODD. S'agissant du rapport sur la mise en œuvre des ODD au Maghreb, il a justifié le choix des thèmes retenus car ils constituent dira-t-il des domaines d'intérêt stratégique pour les pays et des domaines potentiels de coopération sur le moyen et long terme.

13. M. El Merini a insisté sur l'approche et la coopération régionales compte tenu de l'interdépendance des pays qui font face à de multiples défis transfrontaliers, tels que la désertification, la migration, la pauvreté, etc. Afin d'accompagner ses Etats membres, l'UMA entend poursuivre et approfondir sa coopération avec la Commission économique pour l'Afrique et son bureau d'Afrique du Nord, afin de faire des ODD des thèmes de coopération et d'intégration régionale.

IV- Déroulement des travaux

Session 1 : Progrès et défis dans la mise en œuvre et le suivi des ODD en Afrique du Nord

14. La session a démarré avec une présentation de Mme Marieme Bekaye, économiste, chargée du développement durable, au Bureau Afrique du Nord de la CEA, sur l'approche intégrée pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063. Après avoir présenté la vision et les objectifs de l'Agenda 2063, Mme Bekaye a mis en exergue le niveau important de convergence entre l'Agenda 2063 et les ODD ainsi que l'appui fournit par la CEA à ses Etats membres dans trois domaines clés : (i) la collecte et l'analyse des données, (ii) l'appui technique et (iii) le suivi de l'Agenda 2063 et des ODD. Elle a également informé les participants de la signature d'un Mémorandum d'accord UA-NU en janvier 2018 pour renforcer la coordination et la cohérence dans la mise en œuvre et le suivi des deux Agendas.

La mise en œuvre de cet Accord sera coordonnée par le Mécanisme régional de coordination UA-NU existant.

15. Mme Bekaye a ensuite présenté les objectifs, les principaux résultats et les recommandations du rapport sur la mise en œuvre des ODD au Maghreb, élaboré par le Bureau Afrique du Nord de la CEA, en collaboration avec l'UMA. Ce rapport analyse les efforts menés en termes d'appropriation et de contextualisation, de gouvernance institutionnelle et de suivi. Il met en outre l'accent sur six thématiques d'importance pour les pays et d'intérêt prioritaire pour l'intégration régionale : sécurité alimentaire (ODD2), transition énergétique (ODD7), industrialisation (ODD 9), emploi des jeunes et des femmes (ODD 8), changement climatique (ODD13) et désertification (ODD15). Le rapport traite également du rôle de la coopération régionale dans la mise en œuvre des ODD, avant de fournir des orientations pour accélérer la mise en œuvre des ODD dans les pays du Maghreb.

16. Cette présentation a mis en exergue un certain nombre de défis (déficit céréalier structurel, chômage élevé des jeunes et des femmes, contribution insuffisante du secteur manufacturier au PIB et à l'emploi, prédominance des exportations à faible et moyenne technologie, investissements limités dans la R&D avec une contribution marginale de l'industrie, stress hydrique accentué et désertification) mais aussi les progrès réalisés en matière de généralisation de l'accès à l'électricité (sauf en Mauritanie), de développement des énergies renouvelables (Maroc, Mauritanie), d'accroissement des investissements publics agricoles (sauf en Tunisie), de développement des systèmes d'irrigation économes en eau, de développement de l'agriculture biologique (Tunisie et dans une moindre mesure au Maroc). Elle a également souligné le manque de cadres stratégiques pour encadrer l'action à l'échelle maghrébine et répondre aux priorités régionales clairement définies et, le besoin de renforcer l'appropriation nationale des objectifs régionaux et leur intégration dans les politiques nationales. Le rôle des communautés économiques régionales dans le partage d'expériences et de bonnes pratiques ainsi que dans le suivi des ODD a été souligné.

17. La présentation de Mme Zahira Abed, Conseillère au Ministère des Affaires étrangères en Algérie a mis en exergue les progrès réalisés dans l'atteinte des OMD, notamment en matière de réduction du taux de chômage, d'accès à l'électricité en milieu rural, d'égalité de genre et d'accès à l'eau et à l'assainissement. Mme Abed a indiqué que le Plan quinquennal (2015-2019) comprend un ensemble de mesures en cohérence avec les ODD et qu'une réflexion était engagée pour définir des indicateurs nationaux. Un programme conjoint SNU-MAE d'appui à la mise en œuvre et au suivi des ODD a été approuvé. Elle a ensuite présenté les mesures mises en place pour assurer la mise en œuvre et le suivi des ODD. Ces mesures portent notamment sur l'intégration des principes de développement durable dans la constitution de 2016, les activités de sensibilisation aux ODD, la mise en place d'un cadre institutionnel de gouvernance (comité interministériel de coordination et de suivi de la mise en œuvre des ODD, groupes thématiques) et la préparation en cours du premier rapport d'étape (2016-2018). Elle a également mis l'accent sur quelques défis clés portant notamment sur l'identification des indicateurs nationaux, le besoin de renforcer les capacités du système statistique national et des cadres des ministères impliqués dans le suivi-évaluation.

18. Mme Nour Elashmawi, économiste au Ministère de la planification, du suivi et de la réforme institutionnelle en Egypte a mis l'accent sur la mise à jour en cours de la stratégie de développement durable-vision 2030 pour tenir compte de la situation économique actuelle du pays, de la disponibilité de nouvelles données et de la nécessité d'assurer la cohérence avec les ODD. Le processus de mise à jour est participatif et inclusif (groupes de travail, ateliers avec l'ensemble des acteurs et consultations locales). Le gouvernement a créé un Haut conseil pour la planification et le développement durable. En termes de reporting, l'Egypte a une bonne expérience ayant déjà présenté deux rapports volontaires au Forum Politique de Haut Niveau, en 2016 et 2018.

19. M. Makki Mohamed Abdelrahim Alian, Directeur Général de la planification et des politiques économiques au Ministère des finances et de la planification économique du Soudan, a présenté les progrès réalisés : sensibilisation sur les ODD et l'Agenda 2063, en partenariat avec les médias et la société civile ; mise en place d'un mécanisme national de pilotage et de suivi des ODD présidé par le Premier ministre et désignation du Conseil national pour la population et le développement comme point focal au niveau technique du programme national de développement durable ; alignement en cours avec les ODD de la stratégie nationale de développement (2005-2030) et son 3^{ème} plan quinquennal (2017-2020). Abdelrahim Alian a également présenté les efforts réalisés pour améliorer la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation, la gestion des ressources en eau et réduire les inégalités. Il a aussi mentionné les mesures prises pour renforcer le système statistique national.

20. M. Abdelrahim Alian a fourni un aperçu des principales réformes institutionnelles menées dans le secteur financier et souligné l'importance des PPP qui font l'objet d'une Loi pour faciliter leur développement au niveau de tous les secteurs. Les efforts ont aussi porté sur le développement de la microfinance, l'accroissement des dépenses publiques qui sont passées de 13% du PIB en 2012 à 14% en 2017, notamment en ce qui concerne les dépenses réalisées pour atteindre les objectifs « pro-pauvres » qui sont passées de 4,5% du PIB en 2012 à 7,2% en 2017. L'incidence de la pauvreté a été réduite de 46,5% en 2009 à 36% en 2015. Les dépenses dans le secteur de la santé ont aussi augmenté (8% des dépenses publiques totales en 2014 contre 10,3% en 2017).

21. M. Mohamed Salah Bedda, coordinateur municipal de la stratégie de développement durable de la ville de Bèjà (Tunisie) a présenté l'expérience de localisation des ODD en Tunisie. Il a tout d'abord rappelé le contexte de la gouvernance locale avec l'adoption en 2014 de la nouvelle constitution qui met en avant l'importance de la décentralisation et le rôle des municipalités et l'adoption en avril 2018 de la Loi organique du code des collectivités locales qui consacre l'autonomie des collectivités locales.

22. M. Bedda a ensuite présenté le projet « Madinetouna » appuyé par le PNUD qui contribue au développement intégré des villes (9 villes sont concernées). Ce projet comprend l'élaboration d'une manière participative et intégrée d'une stratégie de développement durable de la ville- SDV (diagnostic, cadre et objectifs stratégiques, plan d'action et système de suivi-évaluation). Cet outil de planification multisectorielle devrait faciliter la localisation des ODD. Le projet vise aussi à renforcer les capacités des acteurs locaux. Il a développé la méthodologie utilisée pour assurer l'alignement d'une part, de la stratégie de développement de la ville de Bèjà avec les ODD et leurs cibles et, du Plan d'action de la stratégie avec les indicateurs, d'autre part. Il a indiqué que les prochaines étapes concerneront la formation sur la définition des indicateurs et la mise en place d'un système d'indicateurs pour mesurer la contribution de la SDV aux ODD.

23. A l'issue des discussions de la session, les participants ont souligné l'importance de tels échanges d'expériences entre les pays et souhaité obtenir un délai pour pouvoir transmettre leurs commentaires sur le rapport élaboré par la CEA (notamment la validation des données) et fournir des informations complémentaires/ actualisées.

24. Les participants ont fait les recommandations suivantes :

- Elargir et renforcer l'appropriation des ODD et de l'Agenda 2063 à tous les niveaux ;
- Renforcer les capacités techniques et financières des systèmes statistiques nationaux pour leur permettre de collecter et d'analyser les données nécessaires au suivi des ODD ;
- Engager un travail visant à harmoniser les méthodologies de mesure des indicateurs pertinents pour la région et organiser un atelier régional de formation sur les indicateurs au profit des instituts de statistiques ;

- Elaborer un profil régional sur la base d'un ensemble convenu d'indicateurs pour la région dont les référentiels de calcul seraient identiques pour permettre la comparaison entre pays ;
- Mettre en place une plateforme d'échanges entre les pays ;
- Accorder plus d'attention aux opportunités offertes par les ODD dans la promotion de l'intégration régionale ;

Session 2 : Appropriation des ODD par les acteurs clés

25. M. El Kébir Mdarhri Alaoui, Représentant Résident adjoint du PNUD-Tunisie, a débuté son intervention en indiquant que les ministères sectoriels percevaient généralement les ODD comme une tâche supplémentaire non prioritaire et qu'il était donc important de mieux communiquer sur la valeur ajoutée des ODD et notamment leur capacité à remettre en cause l'approche « silos ». Il a rappelé que la Tunisie a servi de pays pilote pour diriger la réflexion sur l'ODD 16 sur la gouvernance.

26. M. El Kébir a ensuite présenté la démarche suivie pour assurer l'intégration des ODD dans la stratégie nationale de l'entrepreneuriat, pilotée par le Ministère de l'emploi. Cette démarche comprend notamment l'alignement des ODD avec le plan de budgétisation de la stratégie qui sera soumis aux assises nationales de l'entrepreneuriat (fin juillet 2018).

27. M. El Kébir a terminé en informant les participants de l'état d'avancement du programme conjoint du SNU (17 agences UN). L'exercice RIA (évaluation intégrée rapide des politiques) qui permet d'analyser la cohérence entre le plan quinquennal de la Tunisie et les ODD est en cours. Une analyse des gaps en matière de données a également été réalisée et un rapport provisoire est disponible. Un atelier national sur les statistiques et données au service des ODD en Tunisie aura lieu le 5 juillet 2018 avec pour objectifs de mobiliser les principaux acteurs générateurs d'informations et de données afin d'enrichir et finaliser l'étude « Data Gap Analysis » et partager les expériences et bonnes pratiques sur les métadonnées et ODD.

28. Mme Rajae Chafil, Directrice de l'observatoire des études et de la planification au Secrétariat d'Etat chargé du développement durable du Maroc, a fait une communication sur la stratégie nationale de développement durable (SNDD) du Maroc (horizon 2030) qui a été adoptée en juin 2017. Elle a tout d'abord présenté les référentiels législatifs qui consacrent le développement durable (Constitution, Loi Cadre) ainsi que les résultats de la consultation nationale sur les ODD organisée en 2016. La SNDD intègre les principes du développement durable et ses dimensions économique, sociale, environnementale et culturelle. Elle s'appuie sur les stratégies sectorielles existantes. Elle est mise en œuvre grâce à des Plans d'action de développement durable (PADD 2019-2021) sectoriels. Au niveau territorial, des discussions sont en cours assurer la cohérence de la mise en œuvre de la SNDD avec les Plans de développement régionaux (PDR).

29. Mme Chafil a indiqué qu'une étude était en cours pour analyser le niveau de cohérence entre la stratégie et les ODD, réorienter son plan d'action pour accélérer l'atteinte des ODD et, évaluer les ressources financières nécessaires. Un comité stratégique de mise en œuvre de la SNDD, présidé par le chef du gouvernement a été créé en mars 2018.

30. M. Yousif Ismail Alzubair, Coordinateur du Forum de la société civile pour les ODD au Soudan, a tout d'abord rappelé que les organisations de la société civile n'ont pas été suffisamment impliquées dans la mise en œuvre et le suivi des ODD, notamment dans les processus de planification et de formulation des politiques et stratégies. Il a insisté sur le rôle que ces organisations pouvaient jouer dans le plaidoyer et la sensibilisation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des ODD, en soulignant que leur participation effective nécessitait la mise en place de dispositifs institutionnels favorisant des consultations systématiques, de mécanismes solides de redevabilité ainsi qu'un renforcement de leurs capacités. Il a en outre souligné le rôle des jeunes en tant qu'acteurs clés de la société civile.

31. M. Alzubair a également présenté les objectifs du Forum qui comprend environ 300 organisations et travaille en étroite collaboration avec le Conseil national pour la population et le développement et les communautés locales. Il a donné une vue d'ensemble des principales activités menées par le Forum (plaidoyer, formations, enquêtes locales pour identifier les priorités, consultations avec le secteur privé,).

32. M. Alzubair a terminé en évoquant un certain nombre de défis qui entravent la mise en œuvre des ODD (disponibilité limitée des données, manque de ressources financières, responsabilité des parties prenantes clés non clarifiées, manque d'espace institutionnel pour une participation effective des organisations de la société civile, faibles capacités de la société civile,...) et fait des recommandations (renforcer les capacités des réseaux et organisations de la société civile, améliorer la coordination et l'échange d'informations, accorder plus d'attention aux possibilités d'évaluations par la société civile, renforcer l'appui fourni aux pays par les institutions et organisations régionales et former des équipes spécialisées).

33. Les discussions de la session 2 ont porté sur les points suivants :

- La réforme du système institutionnel de gouvernance qui devrait être en mesure de : (i) faciliter la coordination intersectorielle et verticale pour créer les connexions entre les ODD, (ii) prendre en compte les besoins des populations et (iii) d'assurer une mobilisation efficace des ressources ;
- L'adaptation des systèmes éducatif et de formation professionnelle qui devra prendre en compte les besoins actuels et futurs des opérateurs économiques et ceux de l'entrepreneuriat ;
- L'importance du dialogue social pour améliorer les conditions de travail ;
- Les différentes approches de décentralisation et de planification locale ;
- Le rôle fondamental de la société civile. La participation de la société civile fait face aux défis liés à la sélection des organisations crédibles et au besoin de renforcement de leurs capacités.

Sessions 3 et 4 : Travaux des groupes thématiques emploi et sécurité alimentaire

34. La session sur la sécurité alimentaire a été présidée par M. Michael Hage, coordonnateur du bureau sous régional de la FAO pour l'Afrique du Nord. Les résultats des travaux ont été présentés par Mme Fouzia Chakiri, Chef de division de la direction de la sécurité alimentaire de l'UMA. La session a démarré un exposé introductif de M. Hage sur la situation et les caractéristiques de la sécurité alimentaire en Afrique du Nord où la prévalence actuelle de la sous-alimentation varie de 3.5 % à 25.6% selon les pays et où la croissance de la demande est supérieure à la croissance de la production. Il s'en est suivi une présentation de M. Carlo Scarmella, Directeur régional adjoint du PAM (qui a rejoint la session par skype) sur les actions menées par le PAM pour lutter contre la faim dans le monde. M. Scarmella a également mis en exergue les différents facteurs qui interviennent dans l'insécurité alimentaire (production insuffisante, situation de pauvreté, stabilité sociale, faiblesse du commerce inter-régional...).

35. Les discussions du groupe sécurité alimentaire ont porté sur trois questions :

1. Les pays de l'Afrique du nord sont-ils susceptibles d'atteindre les cibles de l'agenda 2030 en matière de sécurité alimentaire et nutrition ?
2. Comment aider les gouvernements à contextualiser et assurer le suivi des objectifs et des cibles relatifs à la sécurité alimentaire ?
3. Quelles initiatives de type « gains rapides » doivent être mises en œuvre en priorité ?

36. Elles ont donné lieu aux principales recommandations suivantes :

Les pays de l'Afrique du nord sont -ils susceptibles d'atteindre les cibles de l'agenda 2030 en matière de sécurité alimentaire et nutrition ?	
Recommandations	
A- Sur le plan Politique	<p>Repenser les Politiques agricoles, promouvoir l'investissement public et encourager la petite agriculture ;</p> <p>Renforcer les politiques de développement des zones rurales (infrastructures, services, désenclavement des zones à production abondante) pour réduire l'exode rural ;</p> <p>Améliorer le ciblage des subventions et aller vers le juste prix des produits alimentaires ;</p> <p>Promouvoir les secteurs stratégiques comme le secteur halieutique ;</p> <p>Renforcer la cohérence entre les politiques agricoles, énergétiques, de gestion des ressources en eau et commerciales</p> <p>Prôner les différentes initiatives (notamment l'initiative triple A, l'initiative de l'agriculture familiale, l'initiative de la pénurie d'eau ...</p>
B- Augmentation de la production agricole dans un contexte de forte vulnérabilité aux aléas climatiques	<p>Promouvoir des modèles de production agricole axé sur la production des produits dits stratégiques ;</p> <p>Assurer une meilleure gestion de la surproduction afin de limiter les pertes (désenclavement des zones de production, techniques de conservation) ;</p> <p>Mettre l'accent sur le traitement efficace de la production et la transformation des produits agricoles ;</p> <p>Renforcer l'adaptation du secteur au changement climatique et développer les systèmes d'alerte ;</p>
C- Commercialisation	<p>Développer les systèmes de commercialisation et réguler les marchés nationaux ;</p> <p>Promouvoir l'intégration économique régionale et le commerce intra régional pour palier l'impact de l'instabilité du commerce international.</p>
D- Partenariat	<p>Engager plus de partenariats entre les pays de l'Afrique du Nord en utilisant les complémentarités qui existent ;</p> <p>Utiliser les opportunités offertes par les programmes/ projets régionaux qui font l'objet d'un regain d'intérêt de la part des partenaires au développement ;</p> <p>Promouvoir la coopération Sud- Sud.</p>
E- Recherche & Développement	<p>Développer les variétés locales de semences plus adaptées et résilientes aux changements climatiques ;</p> <p>Transformer l'agriculture en agriculture intelligente ;</p> <p>Lutter contre l'érosion génétique (variétés locales traditionnelles) ;</p> <p>Promouvoir le savoir-faire local</p>

2.	Comment aider les gouvernements à contextualiser et assurer le suivi des objectifs et des cibles relatifs à la sécurité alimentaire ?
	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le plaidoyer sur l'ODD 2, ses cibles et les interrelations avec les autres ODD - Élaborer une étude pour identifier et vulgariser les bonnes pratiques - Soutenir les pays pour mettre en place un fonds d'urgence - Promouvoir le commerce intra régional - Renforcer les échanges entre les pays et la coopération Sud Sud - Mettre en place des outils pour susciter et garantir l'engagement des pays au plus haut niveau.
3.	Quelles initiatives de type « gains rapides » doivent être mises en œuvre en priorité
	<ul style="list-style-type: none"> - Gérer le gaspillage et les pertes - Réorganiser la commercialisation au niveau des marchés intérieurs - Réajuster la nutrition selon les catégories notamment les enfants, les personnes âgées, ... - Élaborer des programmes de proximité pour le développement agricole - Lutter contre les subventions à impact négatif comme les subventions de l'eau, les subventions énergétiques ou les subventions de certains aliments - Mettre en place un cadre institutionnel et juridique pour la sécurité alimentaire - Faire l'état des lieux des politiques de sécurité alimentaire et actualiser les données.

37. La session sur l'emploi a été présidée par Mme Amal Elbeshbishi, économiste au Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord. Les résultats des travaux ont été présentés par Mme Yomn El Hamaki du Forum Egyptien pour le développement durable.

38. Les discussions du groupe emploi ont mis en exergue les principaux défis, les opportunités et les réalités du terrain. Les défis mis en exergue par les participants concernent le niveau technologique limité et l'industrialisation lente, la migration des cerveaux, la prise en compte insuffisante des femmes et des jeunes dans les stratégies de création d'emplois, l'inadéquation des systèmes éducatif et de formation professionnelle par rapport aux besoins du marché du travail, l'environnement des affaires insuffisamment attractif, l'esprit d'entreprise peu développé, la prépondérance du secteur informel ou encore le manque d'intégration des politiques genre dans les politiques de l'emploi.

39. A travers des exemples pays, les opportunités de création d'emplois durables ont été soulignées, notamment l'importance de l'économie sociale et solidaire, le rôle des PPP pour financer des projets locaux et, les programmes d'accompagnement des jeunes dans la création d'entreprise. En Egypte, le développement des incubateurs a permis la création d'emplois durables. En Algérie, des structures comme l'ANSEJ (Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes) et l'ANEM (Agence nationale de l'emploi) ont été mises en place, pour soutenir la création d'emplois et l'entrepreneuriat à travers l'octroi de crédit. De telles structures existent aussi dans d'autres pays. La Tunisie dispose d'une bonne expérience en matière de promotion de la responsabilité sociale des entreprises.

40. Les réalités sur le terrain montrent que tous les pays disposent de stratégies pour l'emploi mais leur mise en œuvre n'est pas toujours effective.

41. **Session 5 : tables rondes parallèles** : quatre tables rondes parallèles ont été organisées sur les thèmes suivants :

- Gouvernance institutionnelle inclusive des ODD
- L'intégration des ODD et la cohérence des politiques
- Financement et mécanismes de budgétisation
- Indicateurs et données pour le suivi des ODD

42. Les tables rondes ont permis un échange d'expériences, l'identification des défis et des recommandations. Les solutions institutionnelles mises en place et les approches développées pour l'intégration des ODD dans les politiques nationales, varient selon les pays. Il en est de même des approches de décentralisation. Les capacités des systèmes statistiques nationaux sont en cours d'évaluation pour identifier les gaps.

43. Les tableaux suivants résument les principales recommandations des tables rondes :

Table ronde 1 : Gouvernance institutionnelle inclusive des ODD	
Président : CEA	Rapporteur : Algérie
Constats : Les expériences des pays sont relativement variées, en termes de solutions institutionnelles. Dans la plupart des cas les départements transversaux assurent la coordination de la mise en œuvre des ODD et les INS sont généralement en charge du suivi des ODD mais certains pays disent ne pas encore disposer d'un cadre institutionnel opérationnel. Des consultations inclusives ont été menées par tous les pays, pour sensibiliser les parties prenantes sur les ODD, notamment la société civile. Les expériences de décentralisation varient selon le schéma de l'organisation territoriale adopté par les pays et sont encore à leur début (à l'exception du Soudan). Les pays ont évoqué les difficultés rencontrées pour décliner les ODD au niveau sectoriel, compte tenu du schéma de planification adopté au niveau interne. La transversalité des ODD et le caractère vertical des stratégies sectorielles posent de problèmes de convergence des politiques.	
Principales recommandations Adopter les ODD comme cadre intégrateur de développement et accélérer la mise en place d'un cadre institutionnel de pilotage, et de suivi des ODD ; Renforcer et élargir l'appropriation des ODD au niveau national et local, prioriser les ODD et identifier les cibles et indicateurs à l'échelle nationale et locale, Identifier les moyens de mise en œuvre et lever les obstacles liés à la budgétisation et aux arbitrages budgétaires, notamment au niveau sectoriel ; Développer des modalités différenciées pour l'implication de la société civile et des organisations professionnelles qui mobilisent le secteur privé ; Procéder à la sélection d'interlocuteurs crédibles, s'agissant de l'implication de la société civile. A cet égard, les pays devraient définir des critères clairs ; Renforcer les capacités de la société civile comme préalable nécessaire à leur implication ; Renforcer les capacités statistiques pour le suivi des ODD, ainsi que la coordination entre les institutions des statistiques et les secteurs ; Elaborer et présenter au FPHN des rapports nationaux. La présentation de rapports, contribue à tirer des leçons et à donner davantage de visibilité en direction des partenaires au développement, en particulier pour la mobilisation des ressources.	

Table ronde 2 : L'intégration des ODD et la cohérence des politiques	
Président : CEA	Rapporteur : Mauritanie
Constats : Les participants se sont accordés sur l'importance de la mise en cohérence des politiques nationales avec les objectifs de développement durable.	
Principales recommandations Renforcer la communication et la vulgarisation autour des ODD et des stratégies nationales ; Améliorer la coordination et la mise en synergie entre les différents acteurs gouvernementaux ; Mettre en place un système de suivi et évaluation de la réalisation des ODD ; Améliorer l'intégration directe des ODD dans les stratégies nationales en visant spécifiquement les trois dimensions du développement durable ; Renforcer l'évaluation à mi-parcours des politiques, l'analyse des gaps, et la révision des objectifs, en lien avec les ODD ; S'assurer de la disponibilité des ressources lors de la budgétisation des stratégies nationales ; Adopter les approches développées par les Nations Unies comme le Rapid Integrated Assessment (RIA) ; Solliciter l'appui des Partenaires techniques et financiers notamment en ce qui concerne l'harmonisation des données, l'exécution des projets et, la mobilisation des financements ; Prioriser et planifier les projets en fonction des capacités nationales disponibles.	

Table ronde 3 : Financement et mécanismes de budgétisation	
Président : BAD	Rapporteur : Mauritanie
Constats : La mobilisation des ressources repose tout d'abord sur l'intégration des ODD au niveau national, sectoriel et local. Les ressources intérieures sont limitées face à des besoins d'investissements importants dans un contexte de baisse de l'aide publique au développement.	
Principales recommandations Analyser les mécanismes de budgétisation existants au niveau des pays et voir dans quelles mesures elles intègrent les ODD et, identifier les actions éventuelles à mettre en œuvre pour les adapter suivant une approche sensible aux ODD ; Promouvoir le mode de gestion par objectif et l'approche budget programme en prenant en considération les priorités des ODD par pays ; Assurer la lisibilité des ODD dans la Loi des Finances ; Rationaliser et optimiser les dépenses publiques : lutter contre la gabegie et le gaspillage des ressources ; Mobiliser et élargir les recettes fiscales sans pour autant accroître la pression fiscale ; Orienter les transferts de fonds de la diaspora vers des projets de développement productifs et l'atteinte des ODD ; Améliorer le taux de bancarisation (très faible) pour contribuer au financement des programmes de développement déclinés des stratégies sectorielles ;	

Mieux valoriser les ressources extractives en s'orientant vers la transformation et en prenant en considération l'amélioration des conditions de vie des populations riveraines et en atténuant le mieux possible les impacts que leur exploitation peut avoir sur les populations et le milieu environnemental ;

Diversifier les moyens de financement et encourager les PPP ;

Améliorer et rendre attractif le cadre d'investissement et encourager les investisseurs nationaux à mettre en œuvre des projets bancables qui auront un effet d'entraînement pour les investisseurs étrangers. Entamer notamment des réformes au niveau du foncier ;

Faciliter l'accès des entreprises (PME, PMI) à la commande publique, avec, si possible le recours aux clauses de préférences nationales dans les marchés publics ;

Renforcer les capacités des ressources humaines en bâtissant une expertise nationale à même de concevoir et évaluer des projets de développement à rentabilité économique incitante ;

Promouvoir la discrimination positive par rapport au genre et à l'équité spatiale ;

Développer une stratégie de mobilisation de ressources extérieures auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux dans le cadre d'une approche gagnant- gagnant.

Table ronde 4 : Indicateurs et données pour le suivi des ODD

Président : CEA

Rapporteur : Tunisie

Constats :

Tous les pays ont entamé une évaluation de la capacité du système statistique national à répondre aux besoins des données pour les indicateurs du cadre mondial, selon la classification en TIER. Les résultats préliminaires indiquent que les données actuellement disponibles sont de l'ordre de : Egypte : 43%- Maroc :60%- Tunisie : 55%- Algérie : 50%- Mauritanie : 46% et Soudan 45%.

Un gap important existe pour les données sur l'environnement, l'agriculture et la gouvernance.

Principales recommandations

Vulgariser les ODD, les cibles et les indicateurs ;

Renforcer le système statistique national et assurer des formations au niveau local sur les métadonnées, les outils, les méthodologies... ;

Exploiter les données de sources administratives ;

Promouvoir la collaboration entre les offices de statistiques des pays de la sous-région ;

Adopter des stratégies nationales de diffusion des données et développer et mettre à jour les sites Web ;

Impliquer les usagers de l'information statistique et la société civile dans la définition des politiques et stratégies de développement ;

Organiser des concertations nationales autour des indicateurs, méthodologies, interprétations et analyses ;

Présenter un rapport sur la mise en œuvre de l'ensemble des ODD en Afrique du Nord, identifier les disparités entre pays et faire des recommandations pour les réduire ;

Accompagner les pays dans la production des statistiques (nouvelles enquêtes) et renforcer les capacités en matière d'analyse des données ;

Promouvoir l'utilisation des supports technologiques pour la diffusion des données ;

Organiser un Forum régional avec les INS pour discuter des indicateurs et cibles ;

Mettre à profit l'expérience des observatoires nationaux existants pour la collecte des données.

Synthèse des recommandations et clôture

44. Au terme des travaux, la Directrice du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a remercié les participants pour leurs appréciables contributions aux travaux de la réunion. Elle a indiqué que le rapport de la réunion et les différentes présentations seront partagé avec tous.

45. Le représentant de l'UMA, M. Reda El Merini, a remercié la CEA pour l'organisation de cette importante réunion qu'il a jugé très enrichissante. Il a également remercié les participants pour leur participation active. M. El Merini a insisté sur la nécessité d'engager un travail pédagogique au niveau des pays pour expliquer et faire comprendre les enjeux des agendas 2030 et 2063. Il a en outre souligné que l'intégration des ODD dans les politiques publiques pourrait faciliter l'intégration régionale.

Annexe I : Synthèse des principales recommandations

Les principales recommandations transversales issues des discussions sont résumées ci-dessous :

1- *Recommandations aux Etats*

- Elargir et renforcer l'appropriation des ODD et de l'Agenda 2063 à tous les niveaux ;
- Accélérer la mise en place, dans les pays où cela n'a pas encore été fait, d'un cadre institutionnel de coordination et de suivi des ODD en mesure d'assurer une meilleure convergence des politiques et programmes de développement ;
- Mettre en place les mécanismes nécessaires pour favoriser la concertation et les partenariats avec les OSC, le secteur privé, les collectivités locales et le milieu scientifique (comités, forums d'échanges, ...) ;
- Accélérer la revue des politiques publiques et la priorisation des ODD, cibles et indicateurs ;
- Mener une réflexion sur la place des SNDD et leur articulation avec les stratégies/ plans de développement nationaux ;
- Engager une démarche d'intégration des ODD dans la planification stratégique du développement local ;
- Améliorer la disponibilité, la fiabilité et la cohérence des données et accorder plus d'attention aux données environnementales ; Mettre en place des bases de données régionales ;
- Mettre à profit l'expérience des observatoires nationaux existants pour la collecte des données.

2- *Recommandations à la CEA*

- Elaborer un profil régional sur la base d'un ensemble convenu d'indicateurs pour la région dont les référentiels de calcul seraient identiques pour permettre la comparaison entre pays ;
- Mettre en place une plateforme d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques entre les pays ;
- Renforcer les capacités des systèmes statistiques nationaux pour leur permettre de collecter et d'analyser les données nécessaires au suivi des objectifs de développement durable ;
- Engager un travail visant à harmoniser les méthodologies de mesure des indicateurs pertinents pour la région et organiser un atelier régional de formation sur les indicateurs au profit des instituts de statistiques ;
- Accorder plus d'attention aux opportunités offertes par les ODD dans la promotion de l'intégration régionale ;
- Préparer un rapport sur la mise en œuvre de l'ensemble des ODD en Afrique du Nord, identifier les disparités entre pays et faire des recommandations pour les réduire.

Annexe II : programme de travail

Mardi 26 juin

08h30-09h00

Enregistrement des participants

09h00-09h30

Séance d'ouverture

- Allocution de **Mme Lilia Hachem Naas**, Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord et présentation des objectifs de la réunion et du programme de travail (CEA-AN)
- Allocution de **M. Abdellah Ben Mellouk**, Directeur de la coopération multilatérale et des affaires économiques internationales, Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (MAEC), Royaume du Maroc
- Allocution de l'**Union du Maghreb arabe (UMA)**

09h30-10h30

Session 1 : Progrès et défis dans la mise en œuvre et le suivi des ODD en Afrique du Nord

- Approche intégrée pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et des ODD : Contexte et appui de la CEA (**Mme Marieme Bekaye**, CEA)
- Présentation du rapport sur la mise en œuvre des ODD au Maghreb (**Mme Marieme Bekaye**, CEA)
- Discussions

10h30-11h00

Pause-café et photo de groupe

11h00-13h00

Session 1 : Progrès et défis dans la mise en œuvre et le suivi des ODD en Afrique du Nord (suite)

- Etat d'avancement du premier rapport d'étape relatif à la mise en œuvre des ODD en Algérie (2016-2018) (**Mme Zahira Abed**, Conseillère auprès du Comité interministériel de coordination pour le suivi de la mise en œuvre des ODD, Ministère des Affaires étrangères)
- Progrès dans la stratégie de développement durable de l'Égypte (**Mme Nour Elashmawi**, Economiste, Ministère de la planification, du suivi et de la réforme administrative)
- La planification urbaine stratégique et la localisation des ODD : le cas de la ville de Béja en Tunisie (**M. Mohamed Salah Bedda**, Coordinateur du projet SDV, Municipalité de Béja)
- Discussions

13h00-14h30

Déjeuner

14h30-16h00	Session 2 : Appropriation des ODD par les acteurs clés <ul style="list-style-type: none"> – Intégration des ODD dans la stratégie Nationale de l'Entreprenariat et initiatives engagées pour la mobilisation des partenaires privés en Tunisie (M. El Kébir Mdarhri Alaoui, Représentant Résident adjoint/ PNUD-Tunisie) – La Stratégie nationale de développement durable-2030 du Maroc (Mme Rajae Chafil, Directrice de l'Observation des Etudes et de la Planification-Secrétariat d'Etat Chargé du Développement Durable) – L'action de la société civile entre l'élaboration des stratégies et la mise en œuvre au Soudan (Dr Yousif I. Alzubair, Coordinateur du Forum soudanais de la société civile pour les ODD) – Discussions
16h00-16h30	<i>Pause-café</i>
16h30-18h30	Session 3 : Sessions thématiques de groupes <ul style="list-style-type: none"> – Groupe Emploi (Lead CEA) – Groupe sécurité alimentaire (Lead FAO)
Mercredi 27 juin	
09h00-10h30	Session 4 : Restitution des travaux des groupes thématiques et discussion
10h30- 11h00	<i>Pause-café</i>
11h00-13h00	Session 5 : Sessions parallèles : quatre tables rondes parallèles <ul style="list-style-type: none"> – Gouvernance institutionnelle inclusive des ODD – L'intégration des ODD et la cohérence des politiques – Financement et mécanismes de budgétisation – Indicateurs et données pour le suivi des ODD
13h00-14h00	<i>Déjeuner</i>
14h00-15h00	Session 5 : Sessions parallèles (suite)
15h00-16h30	Session 6 : Restitution des travaux des sessions parallèles et discussions
16h30- 17h00	<i>Pause-café</i>
17h00- 18h00	Session 7 : Synthèse des principales recommandations/messages et clôture

Annexe III- Liste des participants

ALGERIE/ALGERIA

1. Mme Nadia Chenouf

Directrice

Direction de la préservation et de la conservation de la biodiversité et des écosystèmes

Ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables

Alger, Algérie

Tél. : +213 21 48 85 22/+213 21 48 85 31

Fax : +213 21 48 85 57

Mob. : +213 77 220 33 90

Email : chenoufnadia@yahoo.fr

2. Mme Chafika Belghanem

Directrice d'études

Division des Etudes sociales

Conseil National Economique et Social (CNES)

Alger, Algérie

Tél. : +213 21 54 07 74/+213 21 54 27 41

Fax : +213 21 54 15 38

Mob. : +213 79 79 42 644

Email : chafika.belghanem@yahoo.fr

3. Mme Zahira Abed

Conseiller au Ministère des Affaires étrangères

Direction des relations économiques et de coopération internationale

Comité Interministériel en charge de la coordination et du suivi des ODD

Ministère des Affaires étrangères

Alger, Algérie

Tél. : +213 21 50 45 45/+213 21 50 43 43

Fax : +213 21 50 41 41

Mob. : +213 56 12 03 912

Email : z.abedmae@gmail.com

EGYPTE/EGYPT

4. Mr. Adel Ahmed Raslan Ahmed

Chief of the Central Department of Minister office Affairs

Ministry of Manpower

Cairo, Egypt

Tél. : +202 22 60 98 84/+202 22 60 98 82

Mob. : +201 00 81 22 032

Email : relations.foreign@yahoo.com / tc.mome@gmail.com

5. Ms. Nour Elashmawi

Economic Research

Ministry of Planning, Monitoring, and Administrative Reform

Cairo, Egypt

Tél. : +201 24 07 07 20 / +202 22 41 45 32 /+20 2 24 01 45 26

+202 2 24 00 01 22/+202 22 40 444 37/+202 2 240 444 38

Fax : +202 22 41 46 27

Mob. : +201 00 12 88 621

Email : nour.elashmawi@gmail.com

6. Ms. Reem Elsybaey Ismail Mohamed
Senior Statistician - Sustainable Development Unit
Central Agency for Public Mobilization and Statistics (CAPMAS)
Cairo, Egypt
Tél. : +202 24 02 30 31 / +202 22 60 02 48
Fax : +202 24 02 40 99 / +202 24 02 48 90
Mob. : +201 022 64 11 34
Email : reemismail_2008@yahoo.com/ pres_capmas@capmas.gov.eg

7. Dr. Yomn El Hamaky Mohamed Hafez
Professor of Economics / Former member Shoura Council / Head Green Economy Committee
EFSD
Egyptian Sustainable Development Forum (ESDF)
Cairo, Egypt.
Tél. : +202 25 16 15 19/+202 25 16 12 45
Fax : +202 25 16 29 61
Mob. : +201 22 34 03 797/+201 22 22 49 937
Email : yhamaky@gmail.com

MAROC/MOROCCO

8. M. Abdellah Ben Mellouk
Directeur de la Coopération multilatérale et des Affaires économiques internationales
Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (MAECI)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 66 0043/95 /212 537 67 60 16/17/ +212 537 76 43 57 /
+212 537 76 53 45
Fax : +212 537 66 01 62 / +212 537 76 55 08 / +212 537 66 00 91
Email : benmellouk@maec.gov.ma

9. Mme Rajae Chafil
Directrice de l'Observation des Etudes et de la Planification
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Energie des Mines et du Développement durable
chargé du Développement durable
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 57 66 49/50/51
Fax : +212 537 57 04 72 / +212 537 57 04 68
Mob. : +212 661 33 90 11
Email : chafil.irate@yahoo.fr/info@environnement.gov.ma/chafil@environnement.gov.ma

10. Mme Nezha Riki
Chef de la division des Questions économiques et financières
Direction de la Coopération multilatérale et des Affaires économiques internationales
Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 66 00 43/95/+212 537 67 60 16/17/ +212 537 76 43 57/
+212 537 76 5345/+212 67 61 25
Fax : +212 537 66 01 62/ +212 537 76 55 08 / +212 537 66 00 91
Mob. : +212 661 43 97 75/+212 610 58 79 80/+212 661 43 97 75
Email : riki@maec.gov.ma

11. Mme Sara Cherki
Chef de Service des Institutions Financières
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 67 61 19
Fax : +212 537 66 00 91/537 66 01 45
Mob. : +212 661 59 53 30
Email : s.cherki@maec.gov.ma
12. Mme Maliha Fakher
Desk Officer
Direction de la Coopération Multilatérale
Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 537 67 61 19
Fax : +212 537 66 00 91/537 66 01 45
Mob. : +212 0601 60 67 85
Email : m.fakher@maec.gov.ma/malihafakher@hotmail.com
13. Mme Amal Belaid
Chef de Service de la Coopération internationale & chargée du dossier ODD
Ministère du Travail et de l'insertion professionnelle
Rabat (Royaume du Maroc)
Mob. : +212 679 15 97 91
Email : amalbelaid4@gmail.com
14. Mme Lalla Seloua Cherkaoui
Cadre
Direction de l'Emploi, Service des Agences privées de l'Emploi
Ministère du Travail et de l'Insertion professionnelle
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 76 05 21
Mob. : +212 661 44 40 50
Email : selouacherkaoui@yahoo.fr
15. M. Abdellah Touati
Chef de service des secteurs économiques et productifs
Ministère délégué chargé des Affaires générales et de la gouvernance (MAGG)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 68 73 00 / +212 537 68 90 00 / +212 537 68 73 03
Fax : +212 537 77 47 76
Mob. : +212 658 13 18 03
Email : touati@mag.gov.ma/a.touati.insea@gmail.com
16. M. Slimane Maliki
Chef de service de la Prospective
Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 57 06 42
Mob. : +212 662 17 93 36
Email : maliki@environnement.gov.ma/maliki.slimane@gmail.com

17. M. Abdeslam Nadah
Chef de la Division de Programmes sociaux
Haut-Commissariat au Plan (HCP)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 27 01 35/+212 537 57 69 04/22 /+212 537 57 85 18
Fax : +212 537 57 69 02 /13
Mob. : +212 660 10 21 81
Email : a.nadah@hcp.ma / hcpcabinet@hcp.ma/sg@hcp.ma

18. M. Jamal Bakhti
Directeur de la Planification
Haut-Commissariat au Plan (HCP)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 27 00 41
Fax : +212 537 27 00 18
Mob. : +212 660 10 21 91
Email : j.bakhti@hcp.ma

19. M. Mohamed Mghari
Directeur Régional de Rabat-Salé-Kénitra
Haut-Commissariat au Plan (HCP)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 73 42 77
Fax : +212 537 73 42 49
Mob. : +212 660 10 22 67
Email : m.mghari@hcp.ma

20. Mme Fatima Sabor
Chef de Service des Etudes et de la Planification
Haut-Commissariat au Plan (HCP)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 73 42 84/97
Fax : +212 537 73 42 49
Mob. : +212 660 10 23 01
Email : f.sabor@hcp.ma

21. Mme Fatima Outmoulait
Chef de Service de l'Energie et des Mines
Haut-Commissariat au Plan (HCP)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 70 00 01
Mob. : +212 660 10 21 59
Email : foutmonlait@yahoo.fr

22. Mme Hasna El Alaoui
Chef de Service de l'Industrie et de l'Artisanat
Direction de la Planification
Haut-Commissariat au Plan (HCP)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 27 00 39
Mob. : +212 660 10 21 55
Email : h.elalaoui@hcp.ma

23. Mme Fatima Arbani
Chef de Service de Développement Agricole
Direction de la Planification
Haut-Commissariat au Plan (HCP)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 27 00 39
Mob. : +212 660 10 21 50
Email : f.arbani@hcp.ma

24. Mme Karima Raguigue
Chef de Service d'Aménagement du Territoire, Urbanisme,
Habitat et Environnement
Direction de la Planification
Haut-Commissariat au Plan (HCP)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 27 00 32
Mob. : +212 660 10 21 69
Email : k.raguigue@hcp.ma

25. M. Mohsine Oulkabir
Chef de Service des Programmes régionaux et locaux
Division de la Planification Régionale
Direction de la Planification
Haut-Commissariat au Plan (HCP)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 27 00 08
Mob. : +212 660 10 21 72
Email : m.oulkabir@hcp.ma

26. M. Nouredine Ibnoussina
Attaché à la Direction de la Planification,
Ingénieur en Chef grade principal, Statisticien Démographe
Haut-Commissariat au Plan (HCP)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 27 00 95 (Direct)
Tél. : +212 537 27 00 41 (Secrétariat de la Direction de la Planification)
Mob. : +212 660 10 21 45
Email : ibnoussina65@gmail.com

27. M. Hassan Agouzoul
Senior Expert en Développement Durable
Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél : +212 538 01 03 00 / +212 538 01 03 43
Fax : +212 538 01 03 50 / +212 537 71 51 73
Mob. : +212 661 95 92 95
Email : h1.agouzoul@gmail.com

28. Mme Berdai Meryem
Ingénieur agroéconomiste
Direction de la stratégie et des statistiques
Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, de
développement rural et des eaux et forêts
Rabat (Royaume du Maroc)

Tél. : +212 537 66 55 18
Mob. : +212 651 48 11 44
Email : berdai.meryem92@gmail.com

29. Mme Kaoutar Touzan
Chef de Service Stratégie des Aides et Incitations
Direction de la Stratégie et des Statistiques
Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, de
développement rural et des eaux et forêts
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 66 54 92
Mob. : +212 665 29 49 36
Email : kawtarste@gmail.com

MAURITANIE/MAURITANIA

30. M. Sid'El Mokhtar Ahmed El Hady
Directeur des Études, de la Programmation et de la Coopération
Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et
des Technologies de l'Information et de la Communication
Nouakchott, Mauritanie
Mob. : +222 45 24 11 02
Mob. : +222 36 33 69 44 / +222 46 33 69 44
Email : sid_elmoctar@yahoo.fr

31. M. Abdellahi Zeyad
Directeur des Stratégies, de la Coopération et du Suivi-Evaluation
Ministère de l'Agriculture
Nouakchott, Mauritanie
Tél. : +222 22 35 09 51
Mob. : +222 44 01 01 07
Email : abdellababa@yahoo.fr

32. Mme Maimouna Yahdhih
Directrice Générale
Direction Générale des Politiques et Stratégies de Développement
Ministère de l'économie et des finances
Nouakchott, Mauritanie
Tél. : +222 45 29 42 23
Mob. : +222 36 23 34 88
Email : maimouna.mintahmedsalem@gmail.com

33. M. Sidi Mohamed Zenvour
Directeur de la coordination de la SCAPP
Direction Générale des Politiques et Stratégies de Développement
Ministère de l'économie et des finances
Nouakchott, Mauritanie
Tél. : +222 45 24 38 49
Mob. : +222 43 43 01 33/+222 22 00 43 57
Email : zenvour2005@yahoo.fr

34. M. Mohamed Moctar Ahmed Sidi
Directeur Général
Office National de la Statistique (ONS)
Nouakchott, Mauritanie

Tél. : +222 45 25 28 80 / +222 45 25 51 70
Fax : +222 45 25 51 70
Mob. : +222 44 48 84 38 / +222 20 22 20 27
Email : mmsbacar@gmail.com

SOUDAN / SUDAN

35. Mr Faroug Abd Alla Abd Elrhman Ali
Director of policies departement
Ministry of Labour and Administrative Reform
Khartoum, Sudan
Tél. : +249 155 775 704 (undersecretary office)
Mob. : +249 91 21 02 644/+249 91 26 05 413
Email : faroug85@yahoo.com/salweensudan@yahoo.com

36. Dr Nabeel Ahmed Mohamed Saad
General Director of International Relations Department
Ministry of Agriculture and Forestry
Khartoum, Sudan
Mob. : +249 91 22 95 701
Email : nabeelahmedsaad@yahoo.com

37. Mr. Makki Mohamed Abdelrahim Alian
Director General, Planning and Economic Policies
Ministry of finance and Economic Planning
Khartoum, Sudan
Tél. : +249 183 784 378 / 783 259 / +249 183 776 081
Fax : +249 183 776 515 / 772 600
Mob. : +249 91 21 32 612
Email : makialian@gmail.com

38. Dr. Salih Karamallah Ali Abdelrahman
Director General
Central Bureau of Statistics, Ministry of the Cabinet (CBS)
Khartoum, Sudan
Tél. : +249 183 777 255
Fax : +249 183 771 860
Email : cooperationunit@gmail.com

39. Ms. Buthina Mohamed Ali
Inspector of Statistics
Central Bureau of Statistics
Khartoum, Sudan
Tél. : +249 183 777 255
Mob. : +249 91 29 63 202
Email : BMA63202@hotmail.com

40. Dr Yousif Ismail Abdullah Alzubair
Vice President
World Disability Union (WDU)
Coordinator of Sudanese Civil Society Forum for SDGs
Khartoum, Sudan
Tél. : +249 91 23 55 415
Email : noudyone@hotmail.com

TUNISIE / TUNISIA

41. M. Belgacem Ayed

Président du Comité général du Développement sectoriel et régional
Ministère du Développement de l'investissement et de
la Coopération internationale (MDICI)

Tunis, Tunisie

Tél : +216 71 35 08 47 / +216 71 79 80 51 / +216 71 79 85 22 / +216 71 79 13 66

Fax : +216 71 89 29 25 / +216 71 79 90 69

Mob. : +216 98 65 02 21

Email : belgacem.ayed@mdci.gov.tn / belgacem.ayed@tunisia.gov.tn

42. M. Mosbah Abaza

Directeur des Etudes et de la Planification environnementale

Direction Générale du Développement durable

Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement

Tunis, Tunisie

Tél. : +216 70 243 910 / 800 - 809

Fax : +216 71 955 360

Mob. : +216 98 38 54 73

Email : mosbah.abaza@mineat.gov.tn/mosbah.abaza.1@gmail.com

43. Mme Samira Ouadday

Directeur Central

Institut National de la Statistique (INS)

Tunis, Tunisie

Tél. : +216 71 891 002 / +216 71 78 2146

Fax : +216 71 79 25 59

Mob. : +216 97 37 71 572

Email : ouadday.samira@ins.tn

44. M. Naoufel Khenissi

Chargé de mission au Cabinet, responsable de la Coopération internationale
et des relations extérieures

Ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi

Tunis, Tunisie

Tél. : +216 71 28 22 19

Mob. : +216 28 128 396

Email : naoufel.khenissi@mfpe.gov.tn / naoufelkhenissi@yahoo.fr

45. M. Chokri Zairi

Ingénieur principal

Direction de la Direction internationale

Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche

Tunis, Tunisie

Mob. : +216 96 307 128

Email : chok_zairi2007@yahoo.fr

46. M. Mohamed Salah Bedda

Sous-Directeur de travaux à la municipalité de Béja

Coordinateur du Projet SDV pour la ville de Béja

Tunis, Tunisie

Tél. : +216 23 45 15 12

Mob. : +216 98 59 68 71

Email : beddams@hotmail.fr

47. Mme Alia Chalbi
Enseignante Universitaire / Chargée de Projet RSE-IRSET
Institut de Responsabilité Sociétale des Entreprises en Tunisie (IRSET)
Tunis, Tunisie
Tél. : +216 22 62 61 75
Mob. : +216 21 65 44 39 / +216 92 01 93 70
Email : alya.chalbi@yahoo.fr

UNION DU MAGHREB ARABE

48. M. Réda El Merini
Directeur des Affaires Economiques
Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : + 212 537 68 13 71/72/73/74
Fax : + 212 537 68 13 77
Email : elmerinireda@gmail.com

49. Mme Faouzia Chakiri
Chef de Division de la Direction de la Sécurité Alimentaire
Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 68 13 71/72/73/74
Fax : +212 537 68 13 77
Mob. : +212 661 22 94 61
Email : sg.chakiri@gmail.com

50. M. Imed Benhadj Hamouda
Chef de Division
Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 68 13 71/72/73/74
Fax : +212 537 68 13 77
Mob. : +212 661 48 32 97
Email : imedbenhadjhamouda@gmail.com

AGENCES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

PNUD

51. M. El Kebir Mdarhri Alaoui
Représentant Résident Adjoint du Programme des Nations Unies pour
le Développement PNUD/Tunisie
Tunis, Tunisie
Tél. : +216 31 37 91 10
Fax : +216 71 90 06 68
Mob. : +216 58 45 00 02
Email : elkebir.alaoui@undp.org

FAO

52. M. Michael Hage
Coordinateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique du Nord et
Représentant en Tunisie
Tunis, Tunisie
Tél. : +216 70 145 700
Fax : +216 71 861 960
Email : FAO-SNEA@fao.org

53. Mme Narjis Bouarourou
Chargée de Programme
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FAO/Maroc
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 65 47 76
Fax : +212 537 65 45 52
Mob. : +212 616 47 35 71
Email : Narjis.Bouarourou@fao.org/fao-ma@fao.org

OIT

54. Mme Samia Ouzgane
Point Focal du BIT au Maroc,
Organisation Internationale de Travail (OIT)
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 537 71 34 15
Email : ouzgane@ilo.org

WFP

55. Mr Carlo Scarmella
Deputy Regional Director
World Food Programme/Programme Alimentaire Mondial
Cairo, Egypt
Tél. : +202 25261993/25261992/25281730/ Fax : +202 25261976 /2526196
Mob. : +201 06 66 16 604
Email : Carlo.Scaramella@wfp.org

56. M. Lahoucine Hissem
Consultant Sénior Indépendant
Programme Alimentaire Mondial (PAM)
Tél. : +212 537 75 48 82
Mob. : +212 661 29 04 07
Email : hissemhou@hotmail.com

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

BAD

57. M. Vincent Castel
Economiste pays en Chef
Groupe de la Banque Africaine de Développement
Bureau National du Maroc
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 530 17 73 08/09
Email : V.CASTEL@AFDB.ORG

58. M. Richard Doffonsou
Economiste Pays en Chef
Groupe de la Banque Africaine de Développement
Bureau National du Maroc
Rabat (Royaume du Maroc)
Tél. : +212 530 17 73 08/09
Email : R.DOFFONSOU@AFDB.ORG

Consultant CEA

59. M. Abdeljalil Tounzi
Président de l'Association Marocaine de la Comptabilité Nationale
Rabat (Royaume du Maroc)
Mob. : +212 682 05 63 00
Email : abdeljalil.tounzi@gmail.com

60. M. Abdelmajid Hsini
Assistant en Sécurité
UNDSS
Rabat (Royaume du Maroc)
Mob. : +212 661 14 00 05
Email : hsini@un.org

CEA SECRETARIAT / RABAT

Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, Rabat
Tél. : +212 537 71 78 29/71 56 13
Fax : +212 537 71 27 02
E-mail : eca-sro-na@un.org / Site web : www.uneca.org

- 61. Lilia Hachem Naas, Directrice du Bureau
- 62. Amal Nagah Elbeshbishi, Economiste
- 63. Salem Sebbar, Knowledge Management Officer
- 64. Marieme Bekaye, Economiste Chargée du Développement durable
- 65. Isidore Kahoui, Economiste /Statisticien
- 66. Aziz Jaid, Economiste
- 67. Houda Filali-Ansary, Chargée de la Communication
- 68. Ibrahim Ayoub, Chargé de l'Administration et des Finances
- 69. Ala'a Kolkaila, Research Fellow
- 70. Kenza Aggad, Research Fellow
- 71. Amine Bennaceur, Intern
- 72. Mohammed Mosseddek, Assistant de Recherche Principal
- 73. Hind Jabir, Assistante des TIC
- 74. Naima Sahraoui, Assistante de Direction
- 75. Amal El Korchi, Assistante des Achats
- 76. Samira Ezzine, Assistante
- 77. Fouzia Assou Qaddour, Assistante
- 78. M. Rachid Ramdane, Chauffeur
- 79. M. El Hassan Mrani Alaoui, Chauffeur
- 80. M. Driss Cherrabi, Service de Reproduction